

LIBRE EXPRESSION

Turquie : « Quels que soient son caractère, ses limites et son contenu, la Résistance de juin a d'ores et déjà changé le climat social et politique du pays »

mardi 24 septembre 2013, par [BICHINDARITZ Manu](#), [SAHAN Mutlucan](#) (Date de rédaction antérieure : 19 septembre 2013).

Entretien. Universitaire et syndicaliste, Mutlucan Sahan est militant de Yeni Yol, la section turque de la IV^e Internationale. Présent à notre université d'été fin août, nous revenons avec lui sur la vague de mobilisation de juin autour de la place Taksim, au moment même où de nouveaux soubresauts s'en font sentir ces derniers jours en Turquie.



Crédit Photo : Photothèque Rouge/Franck Houlgatte

Manu Bichindaritz - Quel était le climat social et politique en Turquie avant les mobilisations de juin ?

Mutlucan Sahan — Depuis le coup d'État de 1980, à l'exception du mouvement kurde, l'opposition sociale était très faible, et la Turquie était véritablement, en particulier depuis l'arrivée du gouvernement AKP, un paradis néolibéral. La Résistance de juin a donc été une explosion de colère un peu inattendue. Cette colère visait particulièrement le gouvernement AKP qui mène une politique de plus en plus agressive et autoritaire. Le Premier ministre Tayyip Erdoğan croyait avoir le droit de décider seul pour tout ce qui se passe dans le pays.

L'AKP est un parti néolibéral, dont la locomotive est le secteur de la construction. Cela explique que les événements aient démarré en raison d'un simple parc, un espace public sacrifié pour mettre à la place un centre commercial. De plus, l'AKP est extrêmement autoritaire et a construit un État véritablement policier. L'AKP est aussi un parti bien marqué par une certaine vision de l'islam, un parti conservateur dont les mesures visent à interférer dans la vie quotidienne des gens (position sur l'avortement, modèle de trois enfants par famille, limite de la consommation d'alcool...), ce qui crée une certaine inquiétude dans la classe moyenne laïque, chez les femmes, les jeunes et les LGBT. Le dernier point porte sur la politique étrangère de l'AKP qui est néo-ottomaniste, voulant rendre à la Turquie un pouvoir impérialiste régional. Avant juin, il y avait eu des explosions à la frontière

syrienne qui ont causé la mort de plusieurs personnes, et cela avait créé une très forte réaction dans le pays.

Il est sûr et certain que ce qui s'est produit en juin est une dynamique complexe, mais je crois que c'est bien la colère contre ces différents aspects de la politique d'Erdoğan et de l'AKP qui est à l'origine de la formidable mobilisation.

Comment se conduit aujourd'hui le pouvoir de l'AKP ?

Même s'il a dû reculer sur certains points, l'AKP a tout de même choisi d'augmenter la tension sociale en accentuant sa politique. Quand il y a eu les émeutes, la première réaction du Premier ministre fut de dénoncer les manifestants comme pillards. En réaction au mouvement, il a même essayé de mettre dans la rue les 50 % qui avaient voté pour lui, mais il n'a heureusement pas réussi. La violence de la police a été un accélérateur de la mobilisation, mais cette violence n'a malgré tout jamais cessé... Aujourd'hui on comprend que cela était un choix stratégique : l'AKP a décidé de consolider sa base en réprimant les couches sociales qu'il considère ne plus pouvoir convaincre. Ce positionnement politique reste toujours d'actualité.

Quelle place ont joué les organisations de la gauche radicale, dont celle à laquelle tu appartiens, dans la mobilisation de Taksim ?

Une grande majorité de la gauche radicale a participé au mouvement sans hésitation, dès le début. Il faut dire que, contrairement à celles et ceux qui n'avaient pas eu à faire face à la violence policière, les socialistes en avaient déjà une certaine expérience... ainsi que, c'est assez surprenant, les groupes de supporters de foot. De plus, il faut ajouter que Taksim Dayanışması (« Solidarité de Taksim »), l'organisation la plus légitime du mouvement, est une sorte de réseau où sont majoritairement présents différents représentants de la gauche radicale.

Ceci dit, la gauche radicale n'était pas du tout préparée aux événements de juin. Il n'y avait ni programme politique pour unifier les gens mobilisés, ni perspective ou horizon à donner au mouvement. Dans ce cadre, on peut donc dire que la gauche radicale était une composante du mouvement mais qu'elle a échoué à l'orienter.

En ce qui concerne notre petit groupe, touTEs nos camarades étaient bien présentEs dans le mouvement, mais dans le feu des événements, nous avons eu bien du mal à nous coordonner. En raison de nos limites organisationnelles, notre présence dans la résistance de juin était plus en tant qu'individus qu'en tant qu'organisation.

Quelles sont pour toi les suites possibles à une lutte aussi importante ? Quelles perspectives politiques cela ouvre-t-il ?

Quels que soient son caractère, ses limites et son contenu, la « résistance de juin » a d'ores et déjà changé le climat social et politique du pays. Des couches sociales qui n'avaient aucune expérience de cette sorte, sont sorties dans les rues, des masses non négligeables se sont radicalisées et nous, les « *usual suspects* », on a vu à quel point les masses pouvaient être créatives pour s'organiser, dans un processus où l'histoire s'est véritablement accéléré. De même, les masses ont vu que la révolution dont elles n'ont senti que la brise, n'est pas seulement possible, mais peut aussi être festive pour les oppriméEs. Du coup, nous avons droit à avoir un peu plus d'espoir, de confiance et à être un peu plus ambitieux. Mais nous avons également besoin du pessimisme de la raison.

Pour l'avenir, le processus reste ouvert. La construction d'une véritable alternative politique, pouvant être prise au sérieux par les masses qui se sont retrouvées dans cette lutte, reste notre

devoir politique le plus important.

Au moment où nous faisons cette interview, de nouvelles manifestations ont lieu en Turquie. Peux-tu nous en dire plus ?

On savait que les manifestations, qui s'étaient calmées au cours de l'été, reviendraient rapidement. La mort d'un jeune au cours de différentes manifestations qui ont eu lieu ces derniers jours, a accéléré le mouvement et on a vu revenir des images nous rappelant le mois de juin. La colère envers le gouvernement n'a pas faibli, elle s'est même accrue car le gouvernement en rajoute.

On peut donc supposer que ce genre de conflit va continuer avec des hauts et des bas. Le problème, non réglé en juin, c'est que le mouvement n'a pas développé d'orientation stratégique, de tactiques, face au pouvoir. Par conséquent, la dynamique actuelle n'est pas différente de celle de juin, et les couches sociales qui ne sont pas encore entrées en scène n'y sont toujours pas. Il est donc plutôt réaliste de dire que ce qui se passe en ce moment n'est pas véritablement une nouvelle vague, mais plutôt une réplique, réplique qui malheureusement est condamnée à perdre du poids dans la durée. Il faut aussi préciser que le gouvernement est bien plus préparé aux événements qu'il ne l'était en juin, et que lui a une stratégie bien définie. La construction d'une alternative politique reste donc la question cruciale pour canaliser cette énergie énorme. Sinon, comme l'a écrit Trotsky, il est inévitable que « l'énergie des masses se volatilise comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston »...

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

P.-S.

* Publié dans : Hebdo L'Anticapitaliste - 209 (19/09/2013). <http://www.npa2009.org>